

Et quel statut pour l'art?

Marc Haentjens

Numéro 60, janvier 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42406ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, M. (1991). Et quel statut pour l'art? *Liaison*, (60), 16–16.

Et quel statut pour l'art?

par Marc Haentjens

On assiste depuis quelque temps à une véritable surenchère sur la question du « statut de l'artiste ». Chaque palier de gouvernement cherche à écrire son énoncé ou sa politique sur ce thème. L'initiative, lancée par l'UNESCO en 1980, est certes louable mais en même temps fort ironique. Car si on ne peut qu'applaudir à des mesures qui risquent, malgré tout, d'améliorer le sort des artistes, on ne peut s'empêcher d'opposer à cet intérêt soudain des gouvernements le message continu et beaucoup plus décisif qu'ils s'efforcent depuis plusieurs années de nous faire intérioriser : l'art n'est pas une priorité.

Des gestes confirment ce message : les budgets des Conseils des arts sont plafonnés à court terme et coupés à long terme, les politiciens et politiciennes tiennent volontiers des propos paternalistes à l'égard de l'activité artistique, la position des ministères de la Culture dans la hiérarchie gouvernementale en dit long sur la priorité accordée aux arts. La vraie question, alors, me semble être plutôt celle-ci : **quel statut pour l'art?**

C'est essentiellement cette question qui animait la conférence inaugurale de Pierre Pelletier lors de l'assemblée de fondation de l'Alliance culturelle de l'Ontario, en novembre dernier. Artiste, poète et philosophe dont la pensée a plusieurs fois été mise à contribution dans la réflexion sur la culture franco-ontarienne, Pierre Pelletier a réuni sur la question une large expérience intellectuelle et pratique. Son appréciation des politiques culturelles et artistiques n'était certes pas optimiste.

Comme il l'énonçait si bien, l'activité artistique apparaît aujourd'hui en profonde contradiction avec le principe de « quantification » qui régit notre organisation sociale et économique : combien pour un dollar? L'acte de créer ne peut pas plus se réduire à un acte économique que l'œuvre d'art à un produit de consommation. Et, quand l'équation est faite, c'est qu'elle obéit à d'autres lois : les 57 millions de dollars récemment versés pour un Van Gogh n'ont évidemment aucune relation avec la valeur intrinsèque (artistique) de l'œuvre, mais sont plutôt la mesure de sa valeur spéculative.

Les seules avenues offertes à l'art ressortent alors de sa récupération à l'intérieur du circuit économique. Comme le soulignait

encore Pierre Pelletier, le concept émergeant des « industries culturelles » démontre la volonté de nos gouvernants de ne pas traiter l'art autrement que comme un produit, alors que l'art est justement l'anti-industrie. Une même approche est encore utilisée quand on demande aux entreprises artistiques d'établir les retombées économiques de leurs activités pour mieux convaincre les politiciens et les politiciennes de leur bien-fondé. Demande-t-on le même exercice pour justifier les dépenses de santé, d'éducation, d'environnement?

C'est là, me semble-t-il, l'un des plus grands paradoxes de notre société occidentale, dite civilisée : alors que son état de développement repose précisément sur le processus de civilisation millénaire que nous ont permis d'accomplir des générations successives de penseurs et de créateurs, comment se fait-il que nous ne reconnaissons pas aujourd'hui leur apport évident à la transformation et à l'enrichissement de nos valeurs, de nos comportements, de notre vision du monde?

Une analogie s'impose avec le monde scientifique. Des sommes considérables — de 2 à 3 % du PNB — sont investies par divers pays dans la recherche fondamentale. Or, celle-ci n'est pas plus tangible que l'art. Mais point besoin, ici, de faire une démonstration. Le bon sens suffit pour comprendre que l'investissement qu'une société, une nation, est prête à consacrer dans ce domaine est garant de sa prospérité et de son développement futurs.

Il m'apparaît que l'art pourrait être envisagé dans une même perspective. Bien sûr, il est possible que les coupures dans les subventions aux arts n'aient pas, à court terme, d'effets sensibles sur notre quotidien. Mais quels seront les effets de ces coupures sur le développement futur de notre société? La révélation soudaine de l'analphabétisme — non seulement dans le tiers monde mais aussi dans nos sociétés bien nanties — peut donner un certain éclairage à cette interrogation.

Inversement, je suis persuadé qu'en acceptant de reconnaître cette fonction intangible mais décisive de l'art et de lui allouer — politiquement et économiquement — l'importance qu'elle mérite, nous serions les premiers à reconnaître la justesse de notre vision. Le pari n'est d'ailleurs pas si énorme. Que demandent les artistes pour assurer à l'art son rayonnement dans notre société? Pas plus que 1 % du budget de l'État.